

Marché n° 2025-0573

**TELESURVEILLANCE ET GARDIENNAGE
DU CENTRE INRIA DE L'UNIVERSITE DE LILLE**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

POUVOIR ADJUDICATEUR

INSTITUT DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET EN AUTOMATIQUE (INRIA)

Etablissement public à caractère scientifique et technologique, régi par les articles R326-1 à R326-18 du code de la recherche.

Siège social : INRIA

INRIA - Domaine de Voluceau - BP 105 - 78150 Le Chesnay- Rocquencourt – France ;
Siret : 180 089 047 00013 ; TVA intracommunautaire : FR45 180 089 047.

Centre de recherche concerné : Centre Inria de l'Université de Lille,

Parc scientifique de la Haute Borne, 40 avenue Halley, 59650 Villeneuve d'Ascq ;
Tél. : 03.59.57.78.00 ; courriel : marches-lille@inria.fr .

Représenté par son Président Directeur Général, Bruno Sportisse et pour le présent contrat, par le Directeur du Centre Inria de l'Université de Lille, Stéphane Huot.

Ci-après désigné « **Inria** », « **le client** », « **le pouvoir adjudicateur** ».

SOMMAIRE

1. STIPULATIONS GENERALES	3
1.1. OBJET DU MARCHE	3
1.1.1. Tranche ferme	3
1.1.2. Tranche optionnelle 1 (rondier(s))	4
1.1.3. Tranche optionnelle 2	4
1.1.4. Tranche optionnelle 3	4
1.1.5. Prestations unitaires de gardiennage	4
1.2. PROCEDURE DU MARCHE	5
1.3. FORME DU MARCHE	5
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
3. NOTIFICATION - COMMUNICATION	6
4. DUREE DU MARCHE ET MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	7
5.1. CONTENU DES PRIX	7
5.2. FORME DES PRIX	8
5.3. AJUSTEMENT DES PRIX	8
5.4. EVENTUELLES REMISES COMMERCIALES	9
6. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	9
6.1. AVANCE	9
6.2. FINANCEMENT	10
6.3. FACTURATION	10
6.3.1. Périodicité et contenu de la facturation	10
6.3.2. Contenu de facturation	10
6.3.3. Modalités de facturation	11
7. CONTROLE D'EXECUTION DES TRANCHES	12
7.1. PROCEDURE DE CONTROLE	12
7.2. ADMISSION DES PRESTATIONS	12
8. PENALITES	13
9. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	14
10. RESILIATION	14
11. RESPONSABILITE ET ASSURANCE	14
12. CONFIDENTIALITE	15
13. REPRISE DU PERSONNEL	15
14. CLAUSE DE REEXAMEN	16
15. LANGUE ET REGLEMENT DES LITIGES	16
16. RESILIATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	17
17. DECLARATION ET ATTESTATION	17
18. DEROGATION(S) AU CCAG-FCS	18

1. STIPULATIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet les prestations de télésurveillance et de gardiennage des bâtiments du Centre Inria de l'Université de Lille.

Le centre Inria de Lille a une superficie totale de 12 000 m² et est composé de 3 bâtiments de 4000 m² : 2 bâtiments (A et B) situés à Villeneuve d'Ascq, séparés par une voie routière, et 1 bâtiment (C) situé à Lille.

Adresses postales des trois bâtiments :

Site de Villeneuve d'Ascq :

Bâtiment A :

Centre Inria de l'Université de Lille
Parc Scientifique de la Haute Borne
40 avenue Halley - Bâtiment A
59650 Villeneuve d'Ascq

Bâtiment B :

Centre Inria de l'Université de Lille
Parc Scientifique de la Haute Borne
6 rue Héloïse - Bâtiment B
59650 Villeneuve d'Ascq

Site de Lille :

Bâtiment C :

Centre Inria de l'Université de Lille
170-172 Avenue de Bretagne - Bâtiment C
59000 Lille

Les stipulations du marché portent notamment sur la télésurveillance, les missions de gardiennage, l'ouverture et la fermeture du Centre Inria de l'Université de Lille, les rondes ainsi que les mises sous alarmes.

La tranche ferme du marché porte sur la télésurveillance du Centre Inria de l'Université de Lille, et, en absence de gardien ou rondier sur site, sur la mission de levée de doute.

Les tranches optionnelles du marché portent sur des missions de gardiennage sur site comme définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché.

Par ailleurs, pour des besoins complémentaires et/ou lorsque les circonstances l'exigent, des prestations unitaires de gardiennage pourront être demandées / commandées par Inria au titulaire du marché.

Le marché est assorti d'une obligation de résultat.

En application de la réglementation en vigueur et notamment du Code de la sécurité intérieure (CSI), un établissement dont l'activité correspond à une activité de sécurité privée doit être titulaire d'une autorisation d'exercer (cf. article 7.1 du CCTP). De plus, il devra être titulaire d'un diplôme C.S.S.T. ou formation secouriste 1er secours ou équivalent.

Le descriptif des prestations et les modalités d'exécution sont définis dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché.

1.1.1. Tranche ferme

Les prestations de la tranche ferme portent **sur la télésurveillance du site de Villeneuve d'Ascq (bâtiments A et B) et du site de Lille (bâtiment C)**. Les horaires d'exécution de la télésurveillance sont 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

La mission consiste à :

- Alerter les services concernés ou personnes d'astreinte suivant les consignes prédéterminées lorsqu'une alarme sera reçue ;
- Déplacement dans un délai de 15 minutes d'agent(s) suite au déclenchement d'une alarme technique, incendie et/ou intrusion, ou d'un appel de l'astreinte Inria. Le cas échéant, le candidat indiquera le prix unitaire

de l'intervention dans le bordereau de prix unitaires (BPU). **Pour complément, cette mission de levée de doute ne vaut qu'en l'absence de gardien ou rondier sur site.**

1.1.2. Tranche optionnelle 1 (rondier(s))

Les prestations de la tranche optionnelle 1 portent **sur le site de Villeneuve d'Ascq (bâtiments A et B).**

Les horaires de la tranche optionnelle 1 sont les suivantes :

- En semaine : du lundi au jeudi de 18h30 à 08h30
- Le week-end : du vendredi 18h30 au lundi 8h30
- Les veilles de jours fériés de 18h30 au lendemain du jour férié 8h30
- Les veilles de jours RTT Inria de 18h30 au lendemain du jour RTT 8h30 (jours de fermeture décidés à l'avance par Inria - 5 jours de RTT fixes maximum par an déterminés chaque début d'année).

1.1.3. Tranche optionnelle 2

Les prestations de la tranche optionnelle 2 s'exécutent **sur le site de Villeneuve d'Ascq (bâtiments A et B)** et incluent la **gestion déportée du site de Lille (bâtiment C).**

Les horaires de la tranche optionnelle 2 sont les suivantes :

- En semaine : du lundi au jeudi de 18h30 à 08h30,
- Le week-end : du vendredi 18h30 au lundi 8h30,
- Les veilles de jours fériés de 18h30 au lendemain du jour férié 8h30,
- Les veilles de jours RTT Inria de 18h30 au lendemain du jour RTT 8h30 (jours de fermeture décidés à l'avance par Inria - 5 jours de RTT fixes maximum par an déterminés chaque début d'année).

1.1.4. Tranche optionnelle 3

La tranche optionnelle 3 s'exécute par la mise en œuvre **sur le site de Lille (bâtiment C) de l'ensemble des missions décrites à l'article 3.3.1. du CCTP « Détail d'exécution de la tranche optionnelle 2 »**, exclusion faite, par voie de conséquence, des missions liées à la gestion déportée du site de Lille (paragraphe « Missions de surveillance et de mise en sécurité du site déporté de Lille »)

Les horaires de la tranche optionnelle 3 sont les suivantes :

- En semaine : du lundi au jeudi de 19h à 08h00
- Le week-end : du vendredi 19h au lundi 08h00
- Les veilles de jours fériés de 19h au lendemain du jour férié 08h00
- Les veilles de jours RTT Inria de 19h au lendemain du jour RTT 08h00 (jours de fermeture décidés à l'avance par Inria - 5 jours de RTT fixes maximum par an déterminés chaque début d'année).

1.1.5. Prestations unitaires de gardiennage

Pour des besoins complémentaires et/ou lorsque les circonstances l'exigent, des prestations unitaires de gardiennage pourront être demandées / commandées par Inria au titulaire du marché (prestations à bons de commande).

En effet, d'une manière ponctuelle, et à la demande du responsable technique d'Inria ou de son représentant, il peut être demandé au titulaire de fournir un renfort en personnel en complément des missions de la / des tranche(s) optionnelle(s) et à d'autres horaires que ceux prévus aux articles 1.1.2, 1.1.3 et 1.1.4 du CCTP pour des missions de surveillance (type Vigipirate, lors d'événement(s) avec contrôle visuel des sacs...) ou de renfort de présence sur site. Les missions seront précisées par Inria lors de la demande de devis.

Sauf incapacité ou impossibilité, le titulaire est tenu de répondre à ces demandes présentées par Inria dans un minimum de 24h précédant la date d'exécution et ce quelques soit le nombre d'heures à devoir réaliser.

Quelles que soient les circonstances (arrêt de travail de son personnel, perturbation des transports en commun, intempéries, etc.) le prestataire sera tenu d'assurer sans interruption, les prestations prévues au CCTP.

NB : Inria se réserve la possibilité de traiter avec un prestataire autre que le titulaire dans le cas où il n'est en mesure d'assurer la prestation supplémentaire demandée par Inria (exemple : indisponibilité de dates). Il en sera de même en cas d'absence de respect des stipulations du marché par le titulaire.

1.2. PROCEDURE DU MARCHE

En application des articles L2123-1 et R2123-1 3° du Code de la commande publique, le marché est passé selon la **procédure adaptée**.

1.3. FORME DU MARCHE

Le présent marché n'est **pas alloti**. Le marché n'est pas alloti afin de rendre l'achat plus efficace. Le but est de massifier le besoin et d'avoir une maîtrise et une vue d'ensemble des prestations de services. En outre, cela porte sur des prestations de même nature.

Les variantes à l'initiative des entreprises soumissionnaires sont interdites.

Le marché est **composé d'une tranche ferme et de trois tranches optionnelles**.

Chaque entreprise soumissionnaire¹ répond à la tranche ferme et aux trois tranches optionnelles du marché.

La tranche ferme, portant sur la télésurveillance, s'exécute à compter du 01/09/2025 à 8h30 et jusqu'à la date d'échéance marché. En effet, pour la 1^{ère} année, la tranche ferme démarre le 01/09/2025 à 8h30 quelle que soit la date de démarrage de la ou des tranche(s) optionnelle(s) choisie(s) par Inria pour cette 1^{ère} année. Actuellement Inria dispose d'une prestation de télésurveillance jusqu'au 01/09/2025 à 8h30.

Les missions de la tranche ferme sont des prestations forfaitaires, excepté la mission de levée de doute ne valant qu'en l'absence de gardien ou rondier sur site.

La mission de levée de doute est une prestation unitaire traitée à prix unitaires, sans minimum.

Dans le cadre de cette mission, il est prévu le déplacement dans un délai de 15 minutes d'agent(s) suite au déclenchement d'une alarme technique, incendie et/ou intrusion, ou d'un appel de l'astreinte Inria.

Les tranches optionnelles, portant sur différents niveaux de missions de gardiennage, peuvent ou non être retenues annuellement par Inria en fonction du besoin réel à satisfaire et des choix de la direction du Centre Inria de l'Université de Lille. En principe, l'exécution d'une tranche optionnelle dure un an.

Attention, pour la 1^{ère} année d'exécution, en le précisant dans le courrier de notification ou dans un ordre de service, Inria retiendra ou non une tranche optionnelle ou des tranches optionnelles et indiquera la date de démarrage de la ou des tranche(s) optionnelle(s) retenue(s) par Inria.

Pour chaque année supplémentaire d'exécution, en cas de reconduction(s), Inria pourra retenir ou non une ou des tranche(s) optionnelle(s) en l'indiquant dans le courrier de reconduction ou dans un ordre de service.

Les missions de chaque tranche optionnelle sont des prestations forfaitaires.

¹ Pour information, il est possible de former un groupement d'entreprises avec une entreprise de télésurveillance pour les prestations de la tranche ferme et une entreprise de gardiennage pour les prestations des tranches optionnelles.

Les prestations unitaires commandées ou demandées par Inria au titulaire du marché, seront rémunérés par application des prix horaires aux quantités réellement exécutées. Elles s'effectuent à la demande d'un responsable identifié. Ces prestations unitaires sont traitées à prix unitaires, sans minimum.

La partie du marché traitée par bon de commande nécessite l'acceptation préalable d'un devis par Inria. Elle est réalisée sur la base de prix unitaire(s) hors taxes inscrit(s) sur les bordereaux de prix ou à défaut sur le devis préalablement accepté par Inria. Les quantités seront précisées dans le bon de commande. Les bons de commande sont émis dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. Dans chaque bon de commande, le représentant d'Inria habilité précise :

- les références du bon de commande ; le cas échéant, le numéro de marché concerné ;
- la désignation de la prestation et du titulaire ;
- quantité commandée et/ou le prix hors taxes, taux de TVA et prix toutes taxes comprises ;
- lieu de livraison.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le Directeur du Centre Inria de l'Université de Lille.

Sur toute la durée du marché, **le montant maximum du marché est de 1 000 000 euros hors taxes.**

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les documents contractuels constitutifs sont par ordre décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son/ses éventuelle(s) annexe(s), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et les éventuels avenants ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire et les prix unitaires des prestations demandées ou commandées par Inria ou l'offre financière équivalente du titulaire ;
- l'/les éventuel(s) acte(s) de sous-traitance ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au journal officiel de la République française (JORF) du 1er avril 2021 ;
- l'offre technique du titulaire.

Pour chaque pièce contractuelle citée ci-dessus, l'exemplaire conservé par Inria fait seul foi.

Le CCAG-FCS est réputé connu même s'il ne figure pas dans le dossier de consultation.

Toute clause portée dans le tarif du titulaire, conditions générales de vente du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux stipulations des pièces constitutives, est réputée non écrite.

3. NOTIFICATION - COMMUNICATION

Toutes notifications ou communications se rapportant au marché par Inria peuvent être valablement formulées :

- Soit par courrier au domicile élu par le Prestataire pour l'exécution du marché tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ;
- Soit par voie électronique, sous forme d'échange de courriers électroniques (email).

D'une manière générale, l'émetteur d'une communication doit s'assurer que le destinataire en a bien pris connaissance.

Inria et le Prestataire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés au marché. Les parties s'engagent à se signaler mutuellement, par écrit, les modifications apportées à ces adresses.

Une notification peut être effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courrier remis contre un bordereau de remise en mains propres ou par email avec accusé de lecture ou par email avec retour d'email de l'autre partie accusant réception. Notifier signifie « **porter à connaissance** ».

4. DUREE DU MARCHÉ ET MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le marché est conclu à compter de sa notification.

En absence de précisions contractuelles, le marché prendra **effet le 1^{er} avril 2025 à 18h30 pour la/les tranche(s) optionnelle(s) retenue(s) (missions de gardiennage)** tandis que **la tranche ferme (télésurveillance) démarrera le 1^{er} septembre 2025 à 8h30.**

Néanmoins, **la date d'effet du marché pourra être précisée** dans une éventuelle mise au point ou dans la notification du marché. Selon le contexte particulier expliqué à l'article 13.1 du CCAP, le marché prendra effet :

- au plus tôt le 1^{er} avril 2025 à 18h30 pour la/les tranche(s) optionnelle(s) choisie(s) avec un démarrage le 1^{er} septembre 2025 à 8h30 pour la tranche ferme,
- et, au plus tard le 1^{er} septembre 2025 à 8h30 pour la tranche ferme et le 1^{er} septembre 2025 à 18h30 pour la/les tranche(s) optionnelle(s) choisie(s).

Comme indiqué à l'article 1.3 du CCAP, **pour la 1^{ère} année** :

- La tranche ferme (télésurveillance) s'exécutera du 1^{er} septembre 2025 à 8h30 jusqu'à la date de fin de la 1^{ère} année ;
- La/Les tranche(s) optionnelle(s) retenue(s) par Inria s'exécutera/ont à compter de la date indiquée dans le courrier de notification ou dans un ordre de service jusqu'à la date de fin de la 1^{ère} année ; en cas de tranche(s) optionnelle(s) retenue(s) (missions de gardiennage), Inria prévoit un démarrage au plus tôt le 1^{er} avril 2025 à 18h30 et au plus tard, le 1^{er} septembre 2025 à 18h30.

Le marché a une **durée ferme d'un an**. Il prévoit la possibilité de trois reconductions expresses pour une période supplémentaire d'un an à chaque fois. Inria informera le titulaire du marché, par notification, de sa volonté de reconduire le marché, au moins deux mois avant sa date d'échéance. Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction. Si toutes les reconductions du marché sont réalisées le marché atteindra alors la durée maximale de quatre ans².

En outre, dans chaque décision de reconduction expresse, Inria indique son intention de retenir ou non une ou plusieurs tranche(s) optionnelle(s). Le titulaire du marché ne pourra pas refuser le choix d'Inria de retenir ou non une tranche optionnelle. Dans le cas où Inria ne retient aucune des tranches optionnelles dans le courrier de reconduction expresse, le titulaire exécutera le marché uniquement selon la tranche ferme.

En cas d'absence de reconduction de la tranche ferme et/ou des tranches optionnelles, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

5. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

5.1. CONTENU DES PRIX

L'unité monétaire est l'euro (€).

² Par exemples, si la date d'effet du marché est 1^{er} avril 2025 à 18h30 la date de fin maximale du marché sera le 1^{er} avril 2029 à 8h30, si la date d'effet du marché est 1^{er} mai 2025 à 18h30 la date de fin maximale du marché sera le 1^{er} mai 2029 à 8h30, si la date d'effet du marché est 1^{er} septembre 2025 à 18h30, la date de fin maximale du marché sera le 1^{er} septembre 2029 à 8h30.

Le prix inclut toutes les tranches et fournitures mentionnées dans le cahier des charges (CCAP et CCTP). En complément de l'article 10 du CCAG-FCS, la rémunération du titulaire couvre les frais de déplacement, de matériel, d'hébergement, de repas, d'éventuelles réunions et tous les frais annexes. Les prix du marché, tiennent compte : de toutes les prescriptions, garanties, sujétions et obligations résultant du marché y compris les impôts, taxes, redevances de toutes natures, de toutes les charges et tous les aléas pouvant résulter de l'exécution des options (frais de transport, frais d'abonnement, etc.), du bénéfice des entrepreneurs. En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions des cahiers des charges pour justifier une demande de supplément.

Les prix du marché sont conclus en euros hors TVA. Le taux de TVA à appliquer est celui en vigueur à la date de la facturation.

5.2. FORME DES PRIX

Le présent marché comprend des prix forfaitaires (principale partie du marché) et des prix unitaires dont le détail figure dans les annexes financières du marché.

Mis à part la prestation unitaire de la tranche ferme, le prix de chaque tranche est un prix forfaitaire annuel, tel qu'annexé à l'acte d'engagement du titulaire.

Les tranches sont réglées mensuellement à raison de 1/12e du montant annuel total du marché.

La prestation unitaire de la tranche ferme et les prestations unitaires demandées ou commandées par Inria seront rémunérés par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées.

5.3. AJUSTEMENT DES PRIX

Les prix initiaux du marché sont établis aux conditions économiques connues à la date de fixation du prix dans l'offre, appelé « mois zéro ». Si le marché est attribué sans négociation sur les prix, le mois zéro est le mois de remise des offres. Si le marché est attribué après négociation notamment sur les prix, le mois zéro est le mois d'établissement du prix négocié³.

Les prix du marché sont fermes durant la première année d'exécution du marché : les prix sont fermes durant les douze premiers mois d'exécution du marché.

Au moins quarante jours (40) ouvrés avant la date anniversaire du marché (date d'effet du marché), le titulaire transmet sa demande d'ajustement annuelle pour l'année à venir **par mail avec accusé de lecture à marches-lille@inria.fr**.⁴

Le cas échéant, chaque révision annuelle des prix se fera selon la formule de révision proposée par le titulaire.

En cas d'utilisation d'un coefficient de révision, celui-ci sera arrondi au millième supérieur. Arrondir au millième signifie « arrondir à 3 chiffres après la virgule ».

³ Selon le calendrier, le mois de négociation peut très bien correspondre au mois de remise des offres.

⁴ S'il le souhaite, il peut également la transmettre par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse postale suivante :
Inria Lille - Nord Europe, SAF - A l'attention de Mme Ruby, Parc scientifique de la Haute Borne, 40 avenue Halley - Bâtiment A, 59650 Villeneuve d'Ascq.
Inria notifiera au titulaire par courrier ou mail toute modification de ces coordonnées.

En cas de hausse annuelle des prix, cette hausse annuelle des prix doit être cohérente avec l'évolution des valeurs de l'indice de référence suivant : « Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée - Prix de base - Base 2021 - Données trimestrielles brutes – **Identifiant 010766739** » :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766739#Tableau>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766739#Revision>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766739#Telechargement>

En cas de demande écrite d'Inria, le titulaire fournira tous justificatifs utiles et objectifs afin de justifier les nouveaux prix.

A compter de la date de réception de la demande d'ajustement contenant les nouveaux prix, **Inria disposera d'un délai de quinze jours ouvrés pour accepter ou refuser les nouveaux prix proposés**. A défaut de réponse d'Inria dans ce délai, la demande d'ajustement est réputée acceptée par Inria.

En cas de nouveaux prix proposés dépassant les valeurs de l'indice stipulé ci-dessus, Inria se réserve la possibilité de négocier avec l'entreprise, et, à défaut de négociation possible, de résilier le marché.

Attention, en absence de demande de révision des prix adressée comme indiquée ci-dessus, Inria se réserve la possibilité de conserver les prix pratiqués l'année antérieure.

En cas de demande de révision des prix adressée uniquement sur une partie, Inria conservera les prix pratiqués l'année antérieure pour l'autre partie passée sous silence.

5.4. EVENTUELLES REMISES COMMERCIALES

Durant toute la durée du marché, le prestataire peut proposer des remises commerciales exceptionnelles.

Dans ce cas, actuellement, la remise commerciale doit être noyée dans un poste de dépense. Le montant et les modalités d'application de cette remise doivent être indiquées dans la partie description de la ligne du poste de dépense concerné. La remise commerciale est donc appliquée au prix du poste de dépense choisi. En effet, pour le moment, l'outil de gestion comptable d'Inria ne sait pas prendre en compte une ligne négative. Intégrer une ligne négative portant uniquement sur la remise commerciale sur un devis ou une facture est donc impossible jusqu'à nouvel ordre.

Le jour où l'outil de gestion comptable d'Inria saura prendre en compte une ligne négative, une ligne intitulée « remise commerciale » pourra apparaître sur la facture en face du montant correspondant à cette remise.

6. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

6.1. AVANCE

Sauf renonciation expresse du titulaire, une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois (cf. articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique). Le remboursement de cette avance sera effectué dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

6.2. FINANCEMENT

Le paiement sera réalisé sur le budget d'Inria, qui se libérera des sommes dues par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire.

6.3. FACTURATION

6.3.1. Périodicité et contenu de la facturation

La facturation des prestations du marché s'effectue à terme échu.

La facturation des prix forfaitaires des tranches du marché s'effectue mensuellement à terme échu.

Rappel : Quelle que soit la date d'effet du marché, pour la 1^{ère} année uniquement, la facturation mensuelle à terme échu de la tranche ferme (*télésurveillance*) commencera à fin du mois de septembre 2025 jusqu'à la date d'échéance de la 1^{ère} année.

Pour la prestation unitaire de la tranche ferme, le prestataire décide de la périodicité de la facturation. Par exemple, le prestataire peut décider de la facturer mensuellement. L'essentiel est de pouvoir retrouver la période de facturation sur la facture.

Si le prestataire souhaite réaliser une facture mensuelle à terme échu présentant les prix forfaitaires et des prix unitaires pour des prestations exécutées pour le même mois libre à lui de le faire sous réserve de rendre apparent les prestations exécutées et leurs prix correspondant.

6.3.2. Contenu de facturation

Sur chaque facture, il y a **une seule référence d'engagement juridique (numéro de bon de commande)**. En revanche, un bon de commande peut tout à fait donner lieu à plusieurs factures.

Mentions obligatoires sur chaque facture :

- Siret INRIA : **18008904700013** ;
- **Adresse de facturation : INRIA - COMPTABILITE FOURNISSEUR - DOMAINE DE VOLUCEAU - 78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT**
- Eventuellement, Marché N°: ;
- Bon de commande N° (Engagement juridique N°) :

- Chaque facture contient les informations ci-dessous :
 - la référence de la facture ;
 - le nom ou la raison sociale⁵ du Prestataire ;
 - le cas échéant, le numéro SIREN ou SIRET du Prestataire ou la référence d'inscription et répertoire du commerce ou des métiers du Prestataire ;
 - le numéro du compte bancaire ou postal du Prestataire tel qu'il figure à l'acte d'engagement ;
 - la désignation des prestations ;
 - les prix hors taxes (prix forfaitaires hors taxes et/ou les prix unitaires hors taxes) ;

⁵ Le sigle ou le nom commercial peuvent figurer en plus et non à la place de la dénomination sociale (raison sociale) qui est le nom officiel.

- les éventuelles remises commerciales ;
- le taux ou le montant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- le prix net résultant toutes taxes comprises (TTC).

NB : Avant de figurer sur la facturation, tout changement de domiciliation bancaire ou affectant le Prestataire doit être signalé par email à marches-lille@inria.fr et smd-lne@inria.fr .

6.3.3. Modalités de facturation

❶ Aucune facture ne doit être adressée au Centre Inria de l'Université de Lille.

La facturation du marché est déposée sur le portail Chorus Portail Pro⁶ : <https://chorus-pro.gouv.fr> .

Détails sur l'envoi des factures : <https://www.inria.fr/fr/ou-adresser-vos-factures>

Les questions sur le dépôt ou le paiement d'une facture sont adressées au Service des Dépenses uniquement par mail à sd-fournisseurs@inria.fr .

NB : L'Acheteur peut seulement vérifier la conformité de la facture⁷.

Point de départ du délai global de paiement

Dans les contrats de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de trente (30) jours. Il s'achève lors du règlement par le comptable public. Le délai de paiement des versements dus au titre du paiement définitif de la prestation débute à compter de la réception de la facture conforme.

Intérêts moratoires

Le non-respect par Inria du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre droit pour le titulaire au paiement d'intérêts moratoires calculés par référence au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit (8) points de pourcentage. Par ailleurs, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Service chargé de paiement

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de versement est le Président Directeur Général d'Inria.

Le comptable assignataire des versements est l'Agent Comptable d'Inria - La Plaine de Voluceau - BP 105 - 78150 Le Chesnay-Rocquencourt.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Président Directeur Général d'Inria.

⁶ Voici le site dédié à la préparation à la facturation électronique: <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Ce portail est une solution informatique gratuite et sécurisée de l'Etat pour la transmission des factures dématérialisées.

⁷ A savoir l'application des prix en vigueur et l'indication des mentions obligatoires de facturation du marché public.

7. CONTROLE D'EXECUTION DES TRANCHES

7.1. PROCEDURE DE CONTROLE

Le titulaire sera tenu de mettre en place une procédure quotidienne de contrôle et de suivi conforme à sa proposition technique, et notamment un système garantissant le passage effectif des agents de sécurité aux points de contrôle définis par Inria, comme indiqué dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Inria devra avoir accès à tout moment au système de contrôle des prestations, ce système sera sécurisé et pourra être consultable à distance. Toutes les modalités matérielles et techniques devront être fournies par le titulaire pour avis et validation. En outre, le titulaire devra tenir à jour quotidiennement les registres mentionnés dans le CCTP.

Par ailleurs, la bonne exécution des tranches sera contrôlée lors de visites ou de contrôles effectués soit contradictoirement par les responsables techniques de chaque partie, soit individuellement par le responsable technique d'Inria.

Les problèmes constatés à l'occasion des visites seront consignés par écrit par le responsable technique d'Inria et communiqués par écrit au responsable technique du titulaire si celui-ci n'était pas présent lors de la visite.

Le titulaire devra remédier dans les plus brefs délais aux problèmes ainsi constatés et faire un retour par écrit des moyens mis en œuvre pour y remédier.

7.2. ADMISSION DES PRESTATIONS

Si le cahier des charges est respecté, les vérifications sont réputées positives. Cette formalité ouvre droit à paiement.

Si le cahier des charges n'est pas dûment respecté, Inria prononce l'admission des prestations avec réfaction. Les réfections prononcées lors des vérifications s'appliquent lorsque des anomalies ou dysfonctionnements sont constatées de façon contradictoire (ex : absence, etc.) lors de la consultation des supports d'autocontrôle du titulaire ou lors des visites sur site, etc.

La réfaction se traduira par une réduction du prix de la prestation réalisée au regard des prestations non réalisés (ex : heures non réalisées). Le montant de la réfaction sera déduit automatiquement du montant de la facture correspondante.

Le titulaire dispose d'un délai de **dix jours calendaires** pour présenter ses observations. Passé ce délai il est réputé avoir accepté la décision d'Inria.

L'application des pénalités (article 8) définies ci-dessous est sans préjudice des décisions qui pourraient être prises par Inria en cas d'inexécution ou de mauvaise qualité des prestations, conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

8. PENALITES

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS. Une pénalité forfaitaire pourra être appliquée au titulaire du marché après constatation par Inria d'un cas listé dans le tableau ci-après. Une pénalité s'applique par cas constaté. Et les pénalités sont cumulables.

FACTEUR DECLENCHANT UNE PENALITE	MONTANT
Retard d'une demi-heure ou de moins d'une demi-heure en jour ouvré	100 €
Retard d'une demi-heure ou de moins d'une demi-heure en jour non ouvré (férié, RTT, week-end...)	150 €
Au-delà d'une demi-heure de retard en jour ouvré, à chaque heure entamée	100 €
Au-delà d'une demi-heure de retard en jour non ouvré, à chaque heure entamée (ex : férié, RTT, week-end...)	150 €
Non actualisation de la liste du personnel, des contacts, etc.	150 €
Non-respect des procédures et des consignes écrites (ex : ZRR, colis suspect...)	150 €
Défaut de remise des documents de contrôle et/ou de production de documents (exemples : rapports, carte d'identité, plannings, attestation, etc.)	150€
Intervention au-delà du délai de 15 minutes suite à un déclenchement d'alarme	150€
Intervention au-delà du délai de 15 minutes sur l'horaire prévu pour les déplacements hors forfait	150€
Ronde insuffisante (exemple : un seul bâtiment et/ou inférieure à 20 points de contrôle) ou passage non effectué après analyse du système de contrôle	200€
Non production des attestations de formations des agents remplaçant (à compétence équivalente aux agents habituels)	150€
Non production du plan de formation individuel annuel et des attestations à jours.	150€
Absence aux réunions programmées, par réunion.	150€
Non production de l'attestation d'assurance, par jour ouvré de retard	150€
Perte d'un badge accès bâtiment ou non restitution suite départ agent	150€/badge
Perte d'un badge accès véhicule	150€/badge
Tenue d'un aspect physique négligé (ex : non port de la tenue règlementaire)	75€
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel	75€
Perte d'une clé (autre son remplacement)	100€
Perte d'un pass (autre son remplacement et le remplacement des cylindres correspondant)	300€
Mauvais comportement des agents sur le site (ex : nuit au bon fonctionnement ou au calme des services)	800€
Indisponibilité d'utilisation du système de contrôle (Logiciel, matériel...) par jour calendaire.	100€
Faute lourde ou vol ou état d'ivresse ou entrée de personnel non habilité ou introduction d'un tiers non autorisé, etc.	Résiliation

Le montant de ces pénalités sera automatiquement déduit par Inria du montant de la facture correspondante.

9. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

Inria appliquera les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, à savoir l'exécution de des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier des prestations concernées qui par leur nature ne peuvent souffrir d'aucun retard, soit dans l'attente du résultat de la procédure engagée suite à la résiliation du marché en application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Si le titulaire est dans l'incapacité d'honorer les prestations qui lui sont demandées, Inria se réserve le droit de faire réaliser les prestations par une autre entreprise extérieure de son choix.

10. RESILIATION

De manière générale, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS. Il pourra notamment être résilié aux torts du titulaire, après une première mise en demeure adressée à celui-ci et restée sans effet en cas de mauvaise exécution répétée des prestations.

Par dérogation au chapitre 7 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

11. RESPONSABILITE ET ASSURANCE

De manière générale, le titulaire s'engage, pour l'exécution des prestations qui lui sont confiées, à respecter les diverses réglementations et normes applicables à son domaine d'activité.

Conformément à l'article L 612-5 du code de la sécurité intérieure (dernière modification le 2 mars 2017), les entreprises individuelles ou les personnes morales exerçant les activités mentionnées au présent titre justifient d'une assurance couvrant leur responsabilité professionnelle, préalablement à leur entrée. Tout au long de la procédure de passation et de l'exécution du marché, la réglementation en vigueur sera appliquée et respectée.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- au règlement intérieur du Centre Inria de l'Université de Lille,
- au règlement sur la zone à régime restrictif (ZRR),
- à la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 (étendue par arrêté du 25 juillet 1985 (JP du 30 juillet 1985) et avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel.

Le titulaire sera responsable de tout dommage causé par son personnel aux personnes, aux installations et/ou aux équipements se trouvant sur les sites du Centre Inria de l'Université de Lille.

Pour mémoire, il est titulaire de l'ensemble des assurances nécessaires pour couvrir sa responsabilité au titre de son activité professionnelle. L'étendue de la garantie doit être illimitée pour les dommages corporels.

Inria se réserve la possibilité de demander au titulaire, à tout moment, la production de ses polices d'assurances ainsi que la preuve de versement des primes correspondantes ; à défaut de production de ces

pièces, Inria peut, de façon unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

12. CONFIDENTIALITE

De manière générale, chaque partie s'engage à observer la plus grande discrétion quant aux informations appartenant ou relatives à l'autre partie, et qu'elle aura pu obtenir à l'occasion du présent marché et à l'occasion de la visite obligatoire des sites.

Chacune des parties s'engage à garder confidentielles les informations désignées comme telles par l'autre partie et à prendre les dispositions nécessaires afin d'assurer le respect de cette obligation tant à l'égard des tiers, qu'à l'égard des membres de son personnel appelé à en avoir connaissance lors de l'exécution du présent marché et à l'occasion de la visite obligatoire des sites.

Sont toutefois exclues les informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle, les informations tombées dans le domaine public ou illicitement acquises par des tiers.

En complément de l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion du marché, a reçu d'Inria une communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication. Cette obligation s'impose à tous les membres de son personnel. Elle se poursuivra après l'expiration du présent marché, sans limitation de durée.

Il ne doit divulguer aucune des informations qui résultent du marché et pourraient parvenir à sa connaissance. Il doit avertir sans délai Inria de toute violation constatée de cette obligation de confidentialité.

Les Informations collectées par les registres, comptes rendus mensuels et bilans statistiques ou par tout autre moyen, restent la propriété d'Inria et ne doivent pas faire l'objet d'une transmission sans l'accord d'Inria.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquements aux consignes du fait de son personnel, aussi bien en matière de contrôle des sorties d'objets, matériels, marchandises ou documents de toute nature. Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le titulaire doit faire signer à son personnel, dans le mois de la prise de fonction, une reconnaissance formelle de l'obligation de discrétion.

En cas de non-respect par le titulaire des règles de confidentialité énoncées ci-dessus, Inria se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché, sans renoncer pour lui-même au bénéfice du droit à dommages et intérêts en cas de préjudice subi.

13. REPRISE DU PERSONNEL

13.1 Contexte de l'éventuelle obligation de reprise du personnel en début de marché

Le jugement du Tribunal de Commerce de LILLE-MÉTROPOLE en date du 10/02/2025 a ouvert une procédure de liquidation judiciaire pour le titulaire sortant, GROUPE SECURIGUARD SARL, fixant provisoirement la date de cessation des paiements au 31/01/2025, désignant en qualité de liquidateur SCP BTSG prise en la personne de Maître Antoine BARTI 445 boulevard Gambetta Tour Mercure 6ème étage 59200 TOURCOING. L'activité est maintenue jusqu'au 31/03/2025.

Ce jugement désigne en qualité d'administrateur la Société AJILINK - LABIS - CABOOTER - DE CHANAUD prise en la personne de Me Vincent LABIS 316 avenue de Dunkerque 59130 LAMBERSART, avec mission de gérer jusqu'à la fin de la poursuite d'activité.

Ayant pris attache auprès de l'Administrateur judiciaire, voici les informations actuelles d'Inria :

- « **En cas de cession du contrat, les dispositions de la convention collective s'appliquent : les contrats de travail attachés au contrat sont transférés au cessionnaire.**
- **En revanche, en absence de plan de cession, le liquidateur devra procéder au licenciement des salariés.** » ; le cas échéant, Inria interrogera le liquidateur pour donner plus de détail s'agissant de la conservation ou de l'exonération de l'obligation de reprise du personnel.

Pour information, des offres de reprises ont été reçues et sont présentées pour analyse et choix au Tribunal.

La poursuite de l'activité de gardiennage du prestataire de gardiennage sortant de l'actuel marché de télésurveillance et de gardiennage (en cours d'exécution) se fait jusqu'au 31 mars 2025. En principe, cette poursuite d'activité va être prolongée en attendant l'adoption du plan de cession.

En cas de repreneur acceptant de reprendre la partie gardiennage de l'actuel marché et présentant des capacités suffisantes, un avenant de transfert sera établi entre Inria et le repreneur. Dans ce cas précis, l'actuel marché prendra fin le 01/09/2025 à 8h30 aussi bien pour la prestation de gardiennage que pour la prestation de télésurveillance.

Après envoi de l'avis de marché (la publicité), en cas de nouvelles informations à ce sujet, Inria tiendra informées les entreprises ayant retiré le dossier de consultation des entreprises (DCE) de façon identifiée (non anonyme) au moyen d'un mail automatique envoyé depuis la plateforme PLACE (profil acheteur d'Inria). En effet, Inria modifiera le présent cahier des charges ou le complètera grâce à une précision ajoutée par Inria au dossier de la consultation des entreprises 2025-0573 (DCE 2025-0573).

13.2 Obligation de reprise du personnel en fin de marché

Le présent marché est soumis à une obligation de reprise du personnel.

Le Titulaire s'engage à remettre en fin de marché, la liste des agents qui seront repris par son successeur.

14. CLAUSE DE REEXAMEN

En premier lieu, en application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, Inria se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références ou stipulations au marché ;
- En cas de circonstances économiques exceptionnelles et imprévues affectant l'approvisionnement ou le recrutement de l'équipe du fournisseur et la bonne exécution des prestations.

En second lieu, Inria se réserve le droit de modifier de façon non substantielle l'étendue des prestations définies au CCTP du marché. Cela sera acté par la signature d'un avenant.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative d'Inria ou sur demande du titulaire du marché par voie d'avenant. La demande devra parvenir à Inria et à l'acheteur en charge du dossier. Par exemple, il est possible d'adresser cette demande à Inria par lettre recommandée avec accusé de réception postale au Service des affaires financières situé au bâtiment A du centre Inria de l'Université de Lille ou par mail avec accusé de lecture à marches-lille@inria.fr.

15. LANGUE ET REGLEMENT DES LITIGES

Tous documents et correspondances afférents au présent marché seront rédigés en français.

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourront surgir pour l'interprétation et l'exécution du présent marché.

En cas de litige persistant, le droit français sera seul applicable et les tribunaux administratifs français seuls compétents.

16. RESILIATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, Inria se réserve la possibilité de passer, suivant la procédure négociée avec le titulaire du marché, un ou plusieurs marchés similaires.

17. DECLARATION ET ATTESTATION

Le titulaire affirme que lui ou ses mandataires ne tombent pas sous le coup d'une interdiction d'obtention des commandes publiques. Il affirme qu'il n'est pas en situation de liquidation judiciaire. Si, en cours d'exécution, le titulaire est admis en redressement judiciaire, il devra informer l'administration et justifier qu'il est habilité à poursuivre son activité.

Le titulaire est à jour de ses obligations fiscales et sociales. Si, en cours de contrat, Inria est informé de l'irrégularité de la situation du titulaire, Inria se réserve la possibilité de résilier le contrat sans délai et sans mise en demeure préalable.

Le titulaire devra respecter toutes les réglementations en vigueur pendant la durée du contrat et devra observer les contraintes en matière de sécurité, d'hygiène et de prévention des accidents du travail.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. A cet égard, il est seul responsable vis-à-vis de l'Inspection du Travail et des tiers. Le titulaire devra fournir une liste détaillée et régulièrement à jour des personnes employées. Il fournira aussi toutes les informations nécessaires à la fourniture de badge ou de clefs indispensables à la circulation de ces personnes employées dans l'enceinte du Centre Inria de l'Université de Lille.

En application de la réglementation relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal, le titulaire atteste sur l'honneur qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour le travail dissimulé, emploi d'étrangers sans titre, marchandage ou prêt de main d'œuvre illicite.

La proportion maximale des salariés étrangers par rapport au nombre total des salariés employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du contrat est celle prévue par la réglementation en vigueur.

Les personnels du titulaire devront se comporter de façon irréprochable. Il appartient au responsable de l'équipe de veiller au respect des consignes liées à la bonne exécution des prestations et définies lors de la réunion de mise en œuvre des prestations programmée entre le titulaire et Inria avant le démarrage des prestations. En cas de manquements répétés au respect de ces consignes, Inria mettra en demeure le titulaire de procéder au redressement de la situation dans un délai de huit (8) jours calendaires. Toute abstention du titulaire, passé ce délai, sera de nature à entraîner l'application des stipulations prévues à l'article portant sur la résiliation du présent document contractuel (partie administrative du cahier des charges).

Le titulaire déclare pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants que les personnels affectés à l'exécution des prestations du contrat sont employés régulièrement et dans le respect des dispositions légales réglementant l'emploi d'une part, et le séjour en France des travailleurs étrangers, d'autre part.

18. DEROGATION(S) AU CCAG-FCS

Les articles suivants du CCAP dérogent aux articles du CCAG/FCS :

- l'article 8 aux articles 14 du CCAG-FCS,
- l'article 10 au chapitre 7 du CCAG-FCS.